

<p style="text-align: center;">TABLEAU DE BORD FEDOM PM, Mis à jour, 11 Juillet 2014</p>

- *Tableau n°1 : Données géographiques de base*
- *Tableau n°2 : Le cadre institutionnel ultra-marin*
- *Tableau n°3 : Le cadre électoral dans les DCOM*
- *Tableau n°4 : Natalité et fécondité dans les DCOM*
- *Tableau n°5 : Mouvements de la population dans les DCOM*
- *Tableau n°6 : Evolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM*
- *Tableau n°7a : Comparaison récente DCOM / métropole en matière de PIB / habitant*
- *Tableau n°7b : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et en métropole*
- *Tableau n°8 : Evolution comparée du nombre total de chômeurs dans les DOM*
- *Tableau n°9a : Evolution du taux de chômage dans les DOM, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE*
- *Tableau n°9b : Evolution du taux de chômage des 15-24 ans, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE, depuis le début de la crise des années 2000*
- *Tableau n°9c : Jeunesse et sous-emploi dans les DOM*
- *Tableau n°9d : Les demandes d'emploi en fin de mois dans les DOM (dernières données disponibles)*
- *Tableau n°9e : le halo du chômage dans les DOM en 2013*
- *Tableau n°10a : Evolution comparée du nombre d'allocataires des minima sociaux dans les DOM*
- *Tableau n°10b : Evolution comparée du nombre d'allocataires du Revenu de Solidarité Active*
- *Tableau n°10c : CMU, APA et minima sociaux dans les DOM*
- *Tableau n°11a : Niveaux comparés des salaires minima dans l'ensemble des Outre-mer*
- *Tableau n°11b : Evolution comparée des salaires minima ultramarins par rapport au niveau hexagonal*
- *Tableau n°12 : L'apprentissage dans les DOM*
- *Tableau n°13a : Evolution comparée des dépenses budgétaires de l'Etat (hors opérateurs)*
- *Tableau n°13b : Effort budgétaire de l'Etat ; comparaison des dépenses par habitant*
- *Tableau n°14 : Evolution comparée des dépenses fiscales*
- *Tableau n°15a : La situation du tourisme dans les DCOM*
- *Tableau n°15b : Etablissements et salariés de l'hôtellerie-restauration dans les DOM*
- *Tableau n°16 : Part des énergies renouvelables (ENR) dans les capacités de production ultramarines*

Tableau n°1 : Données géographiques de base

Superficies et domaine maritime français	Superficie terrestre (milliers de km²)	Longueur trait de côte, en km	Superficie des ZEE, (milliers de km²)	Ratio ZEE / superficie terrestre
Antilles-Guyane	89,38	1 380	264	2,95
• Martinique :	1,13	293	47	41,6
• Guadeloupe	1,68	405	86	51,2
• Saint-Martin	0,053	50	1	18,9
• Saint-Barthélemy	0,021	24	4	190,5
• Guyane	86,5	608	126	1,46
Océan Indien	2,92	401	1 058	362,3
• Réunion	2,52	206	304	120,6
• Tromelin (TAAF)	0,001	4	304	304 000
• Europa (TAAF)	0,028	35	140	5 000
• Bassa de India (TAAF)	0,0002	1	126	630 000
• Juan de Nova (TAAF)	0,004	11	71	17 750
• Mayotte	0,37	135	62	167,6
• Glorieuses (TAAF)	0,007	9	51	7 286
Polynésie Française	4,17	4 497	4 804	1 152
Nouvelle-Calédonie	18,75	3 367	1 364	72,7
Wallis et Futuna	0,14	106	266	1 900
TAAF, hors I. Eparses	439,64	2 709	1 727	3,9
• Kerguelen	7,22	2 340	547	75,8
• Crozet	0,35	156	562	1606
• Amsterdam et St Paul	0,064	43	506	7 906
• (Terre Adélie)	(432)	(170)	(112)	0,26

Saint-Pierre et Miquelon	0,24	137	10*	41,7
Clipperton	0,01	5	434	43 400
Métropole	551,7	5 853	349*	0,63
	(Corse : 8,68)	(Corse : 688)	(Corse : 20)	(Corse : 2,3)
France	1 106,95	18 455	10 276	9,28
[hors Terre Adélie]***	[674,95]	[18 285]	[10 164]	15,1
• dont Outre-mer	555,25	12 602	9 927	17,9
• [hors Terre Adélie]	[123,25]	[12 432]	[9 815]	79,6
• dont UE****	643,88	7 550	975	1,5
Ratio Outre-mer***** / France entière	18,3 %	68 %	96,6 %	-

Sources : superficies : INED (*Population & Sociétés*, n°503, Septembre 2013) et Ministère des Outre-mer ; lignes de côté et ZEE : IGA, CGEDD, IGAM, Rapport d'évaluation de la politique maritime (Juin 2013), Tome 2, phase de diagnostic, p. 91. Ces données correspondent à des estimations du service Hydrographique et Océanographique de la Marine [SHOM, 1999] et sont fournies à titre indicatif. Elles ne revêtent pas de caractère officiel. Notamment, elles s'appuient dans certaines zones sur des limites n'ayant pas fait l'objet d'accord de délimitation avec les Etats voisins. Les chiffres de la ZEE française peuvent donc varier selon les sources. Le chiffre communément admis (11 035 000 km²) intègre des revendications d'extension acquises, dans la mesure où il n'existe aucune contestation de la part d'un autre Etat.

* La superficie est celle fixée par la sentence de la cour arbitrale de New York du 10 juin 1992, alors que la France revendiquait une zone de 47 000 km².

** La ZEE de la seule métropole (349 000 km²) est inférieure à celle de l'Irlande (410 000 km²), de la Grèce (506 000 km²) et de l'Italie (542 000 km²). Elle est comparable à celle de la Libye (352 000 km²), de Cuba (351 000 km²) et de Panama (336 000 km²).

*** En Antarctique, la souveraineté française sur la Terre Adélie (1840 ; formulée officiellement en 1934) s'exerce dans le contexte du Traité sur l'Antarctique signé à Washington du 1^{er} octobre 1959 (prorogé jusqu'en 2041), qui établit un « gel » des prétentions territoriales et affirme la liberté de la recherche scientifique sur tout le continent. Le traité a été complété en 1991 par le Protocole de Madrid sur la protection de l'environnement, qui fait de ce continent une « réserve naturelle consacrée à la paix et à la science ». La Terre Adélie ne peut donc être, à ce stade, incluse dans la superficie de la République française (si tel était le cas, l'Australie deviendrait alors notre premier voisin terrestre, avec une frontière de 5 150 km, loin devant la frontière franco-brésilienne (730 km, la plus longue de France) et la frontière franco-espagnole (669 km, la plus longue de l'hexagone)). La collectivité des TAAF, qui inclut depuis 2007 les Iles Eparses de l'Océan Indien, a donc une superficie « officielle » de 7 680 km² (439 680 km² avec la Terre Adélie), et une ZEE « officielle » de 2 307 000 km² (2 419 000 km² avec la Terre Adélie), car la France ne revendique pas de ZEE en Antarctique, même si le Traité de 1959 n'évoque pas cette question.

**** Métropole + RUP au 1^{er} janvier 2014 (cinq DOM + COM de Saint-Martin) ; hors PTOM. La ZEE de Mayotte fait donc partie des eaux de l'UE depuis le 1^{er} janvier 2014.

***** Hors Terre Adélie, mais îles des TAAF inclus. Hors TAAF : 16,9 %.

Les DCOM représentent donc, pour 4,1 % de la population nationale :

- **18,3 % de la superficie terrestre française ;**
- **96,6 % de la surface maritime nationale**

Tableau n°2 : Le cadre institutionnel ultra-marin

DOM + COM, hors TAAF* et île de Clipperton	Avant 2003	Après 2003	Article(s) de la Constitution	Principe applicable
La Réunion Guadeloupe Guyane Martinique	Départements d'outre-mer (DOM, 1946)	Départements et régions d'outre-mer	Art. 73	Identité Législative, avec dérogations
Saint-Pierre-et-Miquelon	TOM (1946), DOM (1976), collectivité territoriale <i>sui generis</i> (1985)	Collectivité d'outre-mer (COM)	Art. 74	Mixte, avec identité législative dominante
Saint-Barthélemy Saint-Martin	(Sans objet : communes de la Guadeloupe)	Collectivités d'outre-mer (COM, 2007)	Art. 74	Mixte, avec identité législative dominante
Mayotte	TOM des Comores, puis collectivité territoriale <i>sui generis</i> (1976 et 2001)	Collectivité d'outre-mer (COM) DOM en 2011	Art. 74 (art. 73 en 2011**) et art. 75 (droit civil local)	Mixte (identité législative depuis le 1 ^{er} janvier 2008)
Wallis-et-Futuna Polynésie française	Territoires d'outre-mer (TOM, 1946 pour la Polynésie, 1959 pour Wallis-et-Futuna)	Collectivités d'outre-mer (COM)	Art. 74 et art. 75 (droit civil coutumier pour Wallis-et-Futuna)	Spécialité législative
Nouvelle-Calédonie	TOM, puis collectivité <i>sui generis</i> (1999)	Collectivité <i>sui generis</i>	Articles 75 (droit civil coutumier), 76 et 77 (1998)	Spécialité législative et pouvoir législatif partiel

* Les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF), sans habitants permanents, ont été érigées en TOM entre 1955 (loi du 6 août 1955) et 2003. Désormais, l'article 72-3 de la Constitution se borne à énoncer que « *la loi détermine le régime législatif et l'organisation particulière des TAAF et de Clipperton* ». Les TAAF sont aujourd'hui régies par la loi organique du 21 février 2007 qui y a inséré les « îles éparses » de l'océan Indien (Tromelin, Bassas de India, Glorieuses, Europa, Juan de Nova). Le préfet (« administrateur supérieur ») des TAAF est installé à Saint-Pierre de La Réunion depuis 2002.

** Cf. loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte.

En ce qui concerne les COM et la Nouvelle-Calédonie, les principales lois statutaires sont les suivantes :

- **Saint-Martin / Saint-Barthélemy** : loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- **Saint-Pierre-et-Miquelon** : loi n°85-595 du 11 juin 1985 relative au statut de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon
- **Polynésie française** : loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française
- **Wallis et Futuna** : loi n°61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'Outre-mer
- **Nouvelle-Calédonie** : loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie

Tableau n°1-3 : Le cadre électoral dans les DCOM

2012-2014	Nombre de communes, 2013	Nombre de députés, 2014	Nombre de sénateurs, 2014	Nombre de membres du CESE, 2014	Inscrits sur les listes électorales, 2012 (élection présidentielle, 2 nd Tour)
Guadeloupe	32	4	3	1	298 169
St-Martin	.*	1**	1	1	22 686**
St-Barthélemy	.*		1	1	
Martinique	34	4	2	1	302 712
Guyane	22	2	2	1	77 089
La Réunion	24	7	4	1	578 409
Mayotte	17	2	2	1	77 544
Polynésie Fr.	48	3	2	1	186 938
N-Calédonie	33	2	2	1	165 338
Wallis & Futuna	0	1	1	1	8 942
St-P-Miquelon	2	1	1	1	4 922
<i>Métropole</i>	<i>36 552</i>	<i>539***</i>	<i>315***</i>	<i>222</i>	<i>43 264 979</i>
<i>France, périmètre INSEE (métropole + DOM)</i>	<i>36 681</i>	<i>569</i>	<i>326</i>	<i>NS</i>	<i>NS</i>
<i>France entière</i>	<i>36 764</i>	<i>577</i>	<i>348</i>	<i>233</i>	<i>46 066 307</i>
5 DOM	129	19	13	5	1 333 923
6 COM	83	8	8	6	388 826
Outre-mer (11 DCOM)	212	27	21	11	1 722 749
<i>DOM / FR (INSEE)</i>	<i>0,35 %</i>	<i>NS</i>	<i>NS</i>	<i>NS</i>	<i>NS</i>
<i>DCOM / FR entière</i>	<i>0,58 %</i>	<i>4,68 %</i>	<i>6,03 %</i>	<i>4,72 %</i>	<i>3,74 %</i>

Sources: INSEE (limites des communes au 1^{er} janvier 2013), Le Trombinoscope 2013-2014, Site du ministère de l'Intérieur (www.interieur.gouv.fr) pour le nombre d'inscrits. NS : non significatif.

* Depuis l'entrée en vigueur de la loi n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer, une collectivité territoriale unique a été substituée, sur le territoire de l'île de Saint-Barthélemy, à la commune de Saint-Barthélemy, rattachée alors au département et à la région d'outre-mer de la Guadeloupe. Il en est de même sur le territoire de la partie française de l'île de Saint-Martin. Saint-Barthélemy et Saint-Martin continuent néanmoins d'être parfois comptés, dans les statistiques, comme deux communes.

** Circonscription électorale unique (2012).

*** Hors députés (11) et sénateurs (12) représentant les Français à l'étranger. En 2012, 1 078 579 inscrits sur les listes des Français à l'étranger.

Rappel : les DCOM représentent 4,06 % de la population française (cf. infra, Tableau n°2-2). Lors du second tour de la Présidentielle de 2012, les DCOM ont représenté : 3,73 % des inscrits (1,72 million sur 46,07 millions) ; 3 % des suffrages exprimés (1,045 million sur 34,861 millions) ; et 25,1 % de l'écart entre les deux finalistes : soit 285 973 suffrages exprimés sur 1 139 983 (rappel : au niveau national, 18 millions pour François HOLLANDE et 16,861 millions pour Nicolas SARKOZY) ; Outre-mer : 665 300 suffrages exprimés pour F. HOLLANDE et 379 327 pour N. SARKOZY).

Tableau n°4 : Natalité et fécondité dans les DCOM

2012-2013	Nombre de naissances (nés vivants), 2002	Nombre de naissances (nés vivants), 2011	Nombre de naissances (nés vivants), 2012	Accroissement naturel, 2012	Taux de natalité, 2012 (pour 1000)	Indice synthétique de fécondité, 2012 (enfants/femme)
Guadeloupe	6 110	5 384	5 233	+ 2 360	12,9	2,18
St-Martin	830	812	ND	+ 672 (2011)	26,3**	ND (e : 2,2)
St-Barthélemy	92	75	ND	+ 42 (2011)	12,7**	ND (e : 2)
Martinique	5 391	4 475	4 458	+ 1 642	11,5	1,94
Guyane	5 276	6 259	6 609	+ 5 820	26,8	3,50
La Réunion	14 261	14 124	14 288	+ 10 121	17,1	2,40
Mayotte	6 415	6 852	6 736	+ 5 950**	31,7	4,1
Polynésie Fr.	4 758	4 375	4 295	+ 2 936	16	2
N-Calédonie	4 194	4 119	4 389	+ 3 067	17	2,17 (2010)
Wallis & Futuna	220	195	176	+ 98	14,4	2
St-P-Miquelon	71	56	54	+ 15	ND (e : 12)	ND (e : 1,8)
Métropole	761 630	792 996	788 603	+ 231 320	12,4	2,00
France, périmètre INSEE (métropole + DOM)*	799 083 792 668*	830 090 823 238*	825 927 819 191*	+ 257 213 + 251 263*	12,6	2,01*
France entière	809 308	839 722	835 728	+ 264 043	12,6	2,02
5 DOM	37 453 31 038*	37 094 30 242*	37 324 30 588*	+ 25 893 + 19 943*	17,9 16,3*	2,61 2,44*
6 COM	10 225	9 632	9 801	+ 6 830	e : 16,9	e : 2,1
11 DCOM	47 678	46 726	47 125	+ 32 723	17,7	e : 2,5
DOM / FR (INSEE)	4,7 %	4,5 %	4,5 %	10,1 %	-	-
DCOM / FR entière	5,9 %	5,6 %	5,6 %	12,4 %	-	-

Sources: IEDOM-IEOM (Rapports annuels), INSEE, ITSTAT (Polynésie française), ISEE (Nouvelle-Calédonie), Observatoire régional de la Santé de La Réunion (Tableau de bord d'avril 2014 sur Mayotte). ND : données non disponibles ; e : estimations.

* Hors Mayotte.

** Moyenne 1999-2010 (source : IEDOM)

Les DCOM représentent dès lors :

- 5,6 % des naissances françaises ;
- 12,4 % de l'accroissement naturel français
- Pour 4,1 % de la population (4,9 % prévus en 2050) et 5,5 % des jeunes de moins de 20 ans, cf. infra

Tableau n°5 : Mouvement de la population dans les DCOM

2012-2013	Population, 1 ^{er} janvier 2013 (milliers hab.)	Population, estimation 1 ^{er} janvier 2014 (milliers hab.)	Proportion de moins de 20 ans (%), au 1 ^{er} janvier 2013	Tx. croissance annuel moyen de la population (en %)	Projections Population, 2040
Guadeloupe	405,7	406,5	27,8	0,2 (2006-2013)	404 000
St-Martin	39,3	40	36,7 (2010)	2,1 (1999-2010)	62 000 (2030) e : 68 000
St-Barthélemy	9,4	9,5	20,2 (2010)	2,1 (1999-2010)	e : 15 000
Martinique	386,5	385	24,9	-0,4 (2006-2013)	423 000
Guyane	250,1	257	43,3	2,8 (2006-2013)	574 000
La Réunion	841	849	32,2	1 (2006-2013)	1 061 000
Mayotte	214,7	221	54,5 (2012)	2,7 (2007-2012)	300 000 (2022) e : 425 000
Polynésie Fr.	269,1	270,5	34	0,6 (2007-2012)	320 000 (2027) e : 333 000
N-Calédonie	260	264	33,5 (2011)	1,7 (1996-2011)	315 000 (2030) e : 330 000
Wallis & Futuna	12,2	12	37,7	-2 (2003-2013)	e : 11 000
St-P-Miquelon	6,1	6	24,3 (2010)	-0,3 (1999-2010)	e : 6 000
<i>Métropole</i>	63 659,6	63 928,6	24,4	0,5 (2006-2013)	70 734 000
<i>France, périmètre INSEE*</i>	65 757,6 65 542,9*	66 041,9 65 820,9**	24,7	0,5 (2006-2013)	73 621 000
<i>France entière</i>	66 353,7	66 649,1	24,8	0,55	74 384 000
5 DOM	2 098	2 118,5	33,6	1*** (2006-2013)	2 887 000
6 COM	596,1	602	e : 33,8	1	763 000
11 DCOM****	2 694,1	2 720,5	e : 33,7	1	3 650 000
<i>DOM / FR (INSEE)</i>	3,2 %	3,2 %	4,3 %*****	-	3,9 %
<i>DCOM / FR entière</i>	4,06 %	4,08 %	5,5 %	-	4,9 %

Sources: IEDOM-IEOM, INSEE, ITSTAT (Polynésie française), ISEE (Nouvelle-Calédonie). ND : données non disponibles ; e : estimations (pour les projections de la population : à partir des extrapolations de l'INED en 2050, cf. *Populations & Sociétés*, n°503, Septembre 2013) : 1 200 000 pour La Réunion ; 600 000 pour la Guyane ; 500 000 pour Mayotte ; 430 000 pour la Guadeloupe ; 380 000 pour la Martinique 350 000 pour la Nouvelle-Calédonie ; 340 000 pour la Polynésie Française.

* Métropole + DOM. 65 542 900 hab. hors Mayotte (dont 4 DOM : 1 883 300 hab. : 2,9 % du total) ; 819 191 naissances (dont les 4 DOM « historiques » : 30 588) ; 16,12 millions de moins de 20 ans hors Mayotte (15,53 millions en métropole ; 588 200 dans les 4 DOM). Et 73 195 781 hab. en 2040 selon les projections de l'INSEE, dont 2 461 645 hab. dans les quatre DOM « historiques » (données de Janvier 2014, les chiffres du tableau sont arrondis).

** Hors Mayotte.

*** 4 DOM "historiques" : + 0,8 %.

**** Hors TAAF et Terre Adélie.

***** Soit 906 700 jeunes de moins de 20 ans (DOM : 705 300 ; COM : 201 400) sur 16 440 500 au niveau national.

Tableau n°6 : Evolution récente des Produits Intérieurs Bruts dans les DCOM

PIB en valeur (base 2005), 2005-2012, en Mds. € courants	PIB 2005	PIB 2009	PIB 2011	PIB 2012
Guadeloupe	7,39	7,35	7,87	8,03
St-Martin	ND*	ND	ND	e : 0,7
St-Barthélemy	ND*	ND	ND	e : 0,4
Martinique	7,21	7,84	8,29	8,35
Guyane	2,58	3,30	3,64	3,81
La Réunion	11,92	14,98	16,22	16,32
Mayotte	0,91	1,37	ND e : 1,77	e : 1,87
Polynésie Fr.	4,39	4,72	ND e : 4,75	e : 4,88
N-Calédonie	5,01	6,24	7,04	7,17
Wallis & Futuna	0,15	ND e : 0,18	ND e : 0,20	e : 0,2
St-P-Miquelon	0,16 (2004)	0,17 (2008)	ND e : 0,19	e : 0,2
<i>Métropole</i>	<i>1 688,95</i>	<i>1 852,30</i>	<i>1 965,38</i>	<i>1 995,79</i>
4 DOM	29,10	33,47	36,02	36,51
6 COM + Mayotte	11,40	13,63	15	15,42
11 DCOM	40,54	47,1	51,02	51,93
<i>France, périmètre INSEE**</i>	<i>1 718,05</i>	<i>1 885,76</i>	<i>2 001,40</i>	<i>2 032,30</i>
<i>France entière</i>	<i>1 758,55</i>	<i>1 899,39</i>	<i>2 016,4</i>	<i>2 047,72</i>
DCOM / France	2,30 %	2,48 %	2,53 %	2,54 %

Sources : INSEE pour les DOM (février 2014) pour les données 2009-2012 ; IEDOM (Réunion) et INSEE (Antilles-Guyane et Mayotte) pour les données 2005 ; CEROM pour Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis et Futuna ; ITSTAT pour la Polynésie Française ; ISEE pour la Nouvelle-Calédonie. Cf. également Tableau n°3a, *infra*. ND : données non disponibles.

e : estimations

* 0,42 Md. € en 1999 à Saint-Martin et 0,18 Md. € en 1999 à Saint-Barthélemy. Soit 0,6 Md. € pour les « Iles du Nord » de la Guadeloupe. Hypothèse : 0,78 Md. € en 2005 ; 0,95 Md. € en 2009 et 1,05 Md. € en 2011.

** Inclusion de Mayotte dans le périmètre « France » de l'INSEE seulement à partir de mai 2014 (cf. nouvelles modalités de calcul du PIB en base 2010 : 1,2 Md. € estimés en 2010, ce qui paraît singulièrement sous-évalué : augmentation annuelle de 10,6 % du PIB en volume entre 2005 et 2009).

Tableau n°7a : Comparaison récente DCOM / métropole en matière de PIB / habitant

PIB (en valeur, base 2005) : agrégat par habitant, 2012	En euros	En % du niveau métropolitain : 31 420 € en 2012*
<i>Ile de France</i>	51 250	163,1
Saint-P-et-Miquelon (2008)	28 327	92,9
Nouvelle-Calédonie	27 787	88,4
<i>Corse</i>	25 523	74,9
<i>Limousin</i>	23 354	74,3
Martinique	21 527	68,5
Guadeloupe	19 810	63
La Réunion	19 477	62
4 DOM	19 439	61,9
Polynésie Française (2009)	17 950	60,7
Guyane	15 416	49,1
Wallis et Futuna (2005)	10 100	36,6
Mayotte (2009)	6 575	22,2

Sources : ISEE, CEROM, Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2012, Juin 2014 ; ISPF, d'après Points forts n°4 (Février 2014) pour la Polynésie ; site INSEE (février 2014) pour les quatre DOM historiques et la métropole ; Mayotte-Infos n°55 (Novembre 2011) pour le PIB mahorais ; IEDOM, Note Express n°135 (janvier 2012) pour SPM ; CEROM (avril 2008) pour Wallis et Futuna.

* PIB/hab. en métropole (en base 2005) : 29 582 € en 2009 ; 30 485 € en 2008 ; 27 606 € en 2005.

Tableau n°7b : Evolution récente et comparée des PIB / habitant dans les DOM et en métropole

PIB (en valeur, base 2005) : agrégat par habitant, 2008-2012, en € courants	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2008-2012 (%)
<i>Corse</i>	23 922	24 446	24 787	25 046	25 523	+ 6,7
<i>Limousin</i>	23 166	22 727	22 429	23 139	23 354	+ 0,8
Martinique	20 155	19 821	20 828	21 213	21 527	+ 6,8
Guadeloupe	18 443	18 260	18 967	19 427	19 810	+ 7,4
La Réunion	18 942	18 299	18 061	19 503	19 477	+ 2,8
Guyane	14 195	14 530	14 640	15 113	15 416	+ 8,6
4 DOM	18 521	18 153	18 415	19 279	19 439	+ 5
DOM /métropole	60,7 %	61,4 %	60,9 %	62 %	61,9 %	+ 1,2 pt
DOM / Limousin	79,9 %	79,9 %	82,1 %	83,3 %	83,2 %	+ 3,3 pts
Mayotte	ND	6 575	ND	ND	ND	ND
Métropole	30 485	29 582	30 239	31 086	31 420	+ 3,07
France, périmètre INSEE*	30 143	29 255	29 900	30 747	31 076	+ 3,10

Sources : INSEE (Février 2014).

* Métropole + DOM ; hors Mayotte (jusqu'en 2014).

Tableau n°8 : Evolution comparée du nombre total de chômeurs dans les DOM

Nombre de demandeurs d'emploi en France*, 2009-2014, Cat. A +B + C + D + E, Données brutes**	4 DOM	France*, périmètre INSEE	DOM / France (en %)
Fin avril 2009	231 800	4 212 700	5,5
Fin décembre 2009	252 800	4 688 800	5,4
Fin décembre 2010	277 700	4 973 200	5,6
Fin décembre 2011	291 000	5 206 100	5,6
Fin décembre 2012	308 400	5 615 000	5,5
Fin décembre 2013	323 000	5 961 600	5,4
Fin mai 2014***	326 500	5 932 500	5,5
Evolution : Avril 2009-Mai 2014	+ 40,9 %	+ 40,8 %	-

Source : DARES (mai 2009-Juin 2014).

* Champ : Métropole + DOM (périmètre 2005) :

- Y compris COM (de droit social commun) de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, rattachées à la DIECCTE de Guadeloupe :

_pour St-Martin : 4 301 chômeurs de catégorie A fin 2013 et 4 865 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues ;

_pour St-Barthélemy, 330 chômeurs de catégorie A fin 2013.

- Hors Mayotte : 7 289 demandeurs d'emploi de catégorie A en Janvier 2014 et estimation de 30 000 à 40 000 toutes catégories confondues : 19 122 chômeurs au sens du recensement de 2012 ; 39 400 personnes sans emploi souhaitant travailler selon l'EE du 2^{ème} Trimestre 2013, dont 9 500 chômeurs au sens du BIT) ;

- Hors Saint-Pierre-et-Miquelon : 269 demandeurs d'emploi de cat. A en Décembre 2013 ;

- Hors COM à droit social autonome :

_Polynésie française : 27 000 chômeurs estimés actuellement d'après les données RGP de 2012 [25 000 chômeurs au sens du recensement] ;

_Nouvelle-Calédonie : 7 865 demandeurs d'emploi fin Mars 2014 (près de 15 000 chômeurs estimés) ;

_Wallis et Futuna : 500 chômeurs estimés.

Soit près de 80 000 chômeurs supplémentaires en prenant en compte les COM, portant le nombre total de demandeurs d'emploi en France à plus de 6 millions.

** Données corrigées des variations saisonnières (CVS – CJO) : 6 024 100 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues au 31 Mai 2014, en hausse de 5,1 % sur un an (métropole : 5 695 700 ; DOM : 328 400).

*** Dernières données disponibles (au 26 Juin 2014).

Tableaux n°9: Caractéristiques récentes du chômage dans les DOM

Tableau n°9a : Evolution du taux de chômage dans les DOM, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE*

Taux de chômage, EE, 2 ^{ème} T, 2002-2013, en % pop. active	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Guadeloupe**	23,4	22,3	21,8	22,5	24,3	22,7	23,1	26,1
Guyane**	20,2	20,1	20,8	19,6	19,2	20,1	21,3	21,3
Martinique	20,6	20,3	21	21,7	21	20,7	20,9	22,8
La Réunion	27,6	23,9	24,1	26,8	28,3	28,8	28	29
4 DOM	24,2	22,4	22,6	24	24,9	24,8	24,7	25,5
Mayotte	ND	ND	ND	17,6	ND	ND	ND	19,5
Métropole	7,5	7,7	7,1	8,7	8,9	8,8	9,4	9,9
Hérault***	12,2	11,1	10,5	12,3	12,5	12,7	13,7	14,5
Ratio DOM / métropole (Ratio Guyane / Hérault)	3,2 (1,7)	2,9 (1,8)	3,2 (2)	2,8 (1,6)	2,8 (1,5)	2,8 (1,6)	2,6 (1,6)	2,6 (1,4)

Source : INSEE (Juillet 2014 pour les données 2013). Pour la métropole : moyennes annuelles. ND : données non disponibles (les enquêtes emploi à Mayotte seront annuelles à partir de 2015, cf. arrêté du 27 mai 2014). (p) Données encore provisoires, susceptibles d'être modifiées en fonction des évolutions démographiques affectant le dénominateur. Ainsi, les taux de chômage précédemment disponibles pour l'EE de 2013 étaient de 25,5 % en Guadeloupe, de 20,7 % en Guyane, de 22,2 % en Martinique, et de 28,2 % à La Réunion.

* L'Enquête Emploi annuelle DOM (EE-DOM) existe depuis 1993 dans les DOM et depuis 2001 sous sa forme actuelle. C'est une enquête annuelle qui répond aux mêmes objectifs que l'enquête Emploi en continu, à savoir fournir des statistiques sur la situation des personnes sur le marché du travail : activité, chômage, emploi, inactivité, selon les concepts définis par le BIT : parmi les personnes qui ne sont pas classées dans la population active occupée, sont considérées comme chômeur au sens du bureau international du travail (BIT) les personnes disponibles de 15 ans et plus pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui, soit ont fait des démarches de recherche d'emploi dans le mois précédent, soit ont déjà trouvé un emploi commençant dans les trois mois suivant. Ainsi, l'EE-DOM fournit de nombreuses informations sur l'état du marché du travail dans les DOM (volume de la population active et du chômage, caractéristiques des personnes présentes sur le marché du travail et évolution d'une année sur l'autre), ainsi que sur la formation des jeunes arrivant sur le marché du travail. L'EE annuelle a lieu chaque année de mars à juin auprès des personnes de 15 ans ou plus vivant dans des résidences principales à caractère non collectif. Le champ de l'enquête est l'ensemble des logements dits « ordinaires », c'est-à-dire les résidences principales à caractère non collectif. L'ensemble des personnes de 15 ans et plus vivant dans ces logements est interrogé. Les ménages sont interrogés pendant trois ans. La première interrogation se déroule en face à face, les deux autres par téléphone. Compte tenu de l'extension de l'enquête emploi en continu dans les DOM, l'enquête annuelle de 2013 sera la dernière et aucune enquête complémentaire n'y est adossée cette année. Les données portent ici sur la population active de 15 ans et plus, et donc diffèrent légèrement des données sur la population des 15-64 ans, souvent usitée (par exemple : taux de chômage des 15-64 ans supérieur de 0,2 points à celui des 15 ans et plus en Guyane et à Mayotte en 2013 ; supérieur de 0,1 point en Guadeloupe). Ces taux sont souvent modifiés ultérieurement lorsque les caractéristiques démographiques des DOM sont affinées par l'INSEE.

** Hors archipel des Saintes et La Désirade ; pour la Guyane, hors communes de l'intérieur (soit près de 10 % de la population).

*** Département métropolitain le plus touché par le chômage.

9b : Evolution du taux de chômage des 15-24 ans, au sens de l'Enquête emploi de l'INSEE, depuis le début de la crise des années 2000

Taux de chômage, EE, 2 ^{ème} T, 2006-2013, en % des actifs de 15-24 ans	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Guadeloupe	57,2	55,3	55,7	60	56,5	52,9	57,6	59,8
Guyane	49,5	41,3	42,8	39,6	45,1	47,8	50,4	44,8
Martinique	57,7	46,7	53,4	61	62,2	59,1	55,6	68,2
La Réunion	48	51	51	52,8	55,7	59,9	56,2	60,6
Métropole	21,8	19,4	18,1	23,5*	23,1	22,1**	23,1***	24,6*

Sources : INSEE (TER 2011 et 2014 pour La Réunion ; Antiane - Année Economique et Sociale 2008-2013 et INSEE-Premiers Résultats pour les DFA ; séries longues INSEE 1975-2013 pour la métropole (Données : Décembre 2013). Taux de 2011 à 2013 susceptibles de légères modifications en fonction des résultats des RGP annuels (fixation des tranches d'âge).

* Mayotte (15-29 ans) : 26,4 % en 2009 et 37,4 % en 2013.

**Saint-Pierre-et-Miquelon : 36,2 % estimés en 2011.

***Polynésie française : 57 % en 2012 (RGP).

9c : Jeunesse et sous-emploi dans les DOM

2008-2011	Rappel : Part des enfants vivant dans une famille monoparentale parmi l'ensemble des enfants, 2010 (en %)	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, 2008 (parmi l'ensemble des enfants, en %)	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, 2010 (parmi l'ensemble des enfants, en %)	Part des enfants vivant dans une famille dont les parents n'ont pas d'emploi et ne sont ni retraités ni étudiants, 2010 (parmi les enfants vivant dans une famille monoparentale, en %)	Part des jeunes non insérés, 2010 (en %)	Jeunes non diplômés accueillis par les missions locales ou les PAIO, 2011 (en % des 16-25 ans)
Guadeloupe	45,3	31,6	32	54,9	38,3	3,1
Guyane	42	46,2	47,3	66,7	47,2	3,3
Martinique	47,8	27,7	28,8	50,2	35,2	4,2
La Réunion	32,9	36,4	37	67,3	44,7	3,6
Métropole	18,2**	9,3***	9,5***	31,1****	19,9*****	2,7
France (INSEE*)	19	10,3	10,5	33,4	20,6	2,7

Sources : INSEE (Août 2011 ; Septembre 2013). Jeunes non insérés : population du lieu de résidence âgée de 18 à 25 ans qui n'a pas d'emploi et n'est ni étudiante, ni élève, ni stagiaire. PAIO : Permanences d'accueil, d'information et d'orientation.

* Hors Mayotte.

** Département des Pyrénées-Orientales : 26,2 %.

*** Département des Pyrénées-Orientales : 17,5 % en 2008 et 18 % en 2010.

**** Département du Pas-de-Calais : 50,2 %.

*****Département des Ardennes : 30,7 %.

9d : Les demandes d'emploi en fin de mois dans les DOM (dernières données disponibles)

Mai 2014, en milliers de personnes, données brutes	Chômeurs Catégorie A**	Chômeurs Catégorie A + B + C**	Chômeurs [A + B + C], longue durée, inscrits depuis un an ou plus (en proportion des chômeurs)	Chômeurs [A + B + C], de moins de 25 ans	Chômeurs Toutes catégories (A + B + C + D + E)**
Guadeloupe*	60,2	67,8	37,6 (55,4 %)	8,2	73,4
Guyane	21,6	23,6	7,8 (33 %)	3,6	25,6
Martinique	43,9	52	27,9 (53,6 %)	6,8	56,2
La Réunion	134	154	87,6 (56,9 %)	23,1	171,3
DOM**	259,7	297,5	160,8 (54,1 %)	41,8	326,5
Métropole	3 238,2	4 896,2	2 102,9 (42,9 %)	712,2	5 606
France, périmètre INSEE	3 497,9	5 193,7	2 263,7 (43,6 %)	754,1	5 932,5
DOM / France périmètre INSEE	7,4 %	5,7 %	7,1 %	5,5 %	5,5 %

Source : DARES (juin 2014) ; DIECCTE pour chaque DOM (chômeurs toutes catégories).

* Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (rattachées à la DIECCTE de Guadeloupe).

**

- La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A + B + C) : certains sont sans emploi, d'autres travaillent. Fin mai 2014, en France métropolitaine, 5 020 000 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (5 320 000 chômeurs en France, y compris 299 200 chômeurs des DOM en données CVS-CJO ; 5 193 700 en données brutes), dont 3 388 900 étaient sans emploi (catégorie A ; 3 651 800 y compris DOM, en CVS-CJO ; 3 497 900 en données brutes) et 1 631 300 exerçaient une activité réduite, courte (78 heures ou moins dans le mois, catégorie B) ou longue (plus de 78 heures dans le mois, catégorie C).
- Certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (675 500 en métropole fin mai 2014 en données CVS-CJO). Elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles, par exemple en formation (catégorie D : 281 700), soit pourvues d'un emploi mais dont elles sont *de facto* insatisfaites (catégorie E : 393 800).

*** Hors Mayotte. Soit 2,9 % de la population de l'agrégat [métropole + 4 DOM].

9e : le halo du chômage* dans les DOM en 2013 (EE)

Halo du chômage, Enquête emploi, 2 ^{ème} T 2013	Nombre de personnes (15 ans et plus)	En % des 15 ans ou plus sur le marché de l'emploi
Guadeloupe	15 900	4,9
Guyane	16 700	11,8
Martinique	17 800	5,6
La Réunion	42 000	6,5
Mayotte	29 900	24,6
Métropole	1 277 000	2,5

Source : INSEE (Juillet 2014)

* : Le BIT fournit une définition stricte du chômage, mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi) ou avec l'inactivité. En effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont considérées comme inactives, (i) soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), (ii) soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces inactifs qui souhaitent travailler forment le halo autour du chômage. À Mayotte, les inactifs du halo sont trois fois plus nombreux que les chômeurs BIT. L'hypertrophie du halo comparativement au chômage BIT est exceptionnelle à Mayotte. Ailleurs en France, que ce soit en métropole ou dans les autres DOM, les chômeurs BIT sont toujours plus nombreux que les inactifs souhaitant travailler.

Tableaux n°10 : Les minima sociaux Outre-mer

10a : Evolution comparée du nombre d'allocataires des minima sociaux dans les DOM

Allocataires des minima sociaux, 2007-2012	DOM*	France*, périmètre INSEE	DOM / France
Fin décembre 2007	305 725	3 334 500	9,2 %
Fin décembre 2008	299 000	3 297 500	9,1 %
Fin décembre 2009	302 800	3 502 561	8,6 %
Fin décembre 2010	309 800	3 590 400	8,6 %
Fin décembre 2011	316 700	3 675 200	8,6 %
Fin décembre 2012	331 000	3 837 100	8,6 %
Evolution : 2007-2012	+ 25 275 (+ 8,3 %)	+ 502 600 (+ 15,1 %)	-0,5 pt

Sources : DREES, Etudes et résultats : n° 727, Mai 2010 (pour les chiffres de 2007 et de 2008) ; n°756, Mars 2011 ; n°801, Mars 2012 ; n°844, Juin 2013 ; n°883, Juin 2014 (pour les chiffres de 2012).

* Hors Mayotte jusqu'en 2012.

10b : Evolution comparée du nombre de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active

Nombre de foyers bénéficiaires au titre du RSA, Juin 2011- Décembre 2013	Juin 2011	Décembre 2013	Ratio / population*, 2013	Evolution, juin 2011-décembre 2013, en %
Guadeloupe	39 663	46 553	11,5	+ 17,4
Saint-Barthélemy	43	73	0,8	+ 69,8
Saint-Martin	2 080	3 193	8	+ 53,5
Guyane	17 378	21 374	8,5	+ 23
Martinique	37 783	44 011	11,4	+ 16,5
Mayotte	-**	3 835	1,8	+ 240,3***
La Réunion	94 485	110 267	13,1	+ 16,7
St-P-Miquelon	32	41	0,6	+ 28,1
Métropole	1 831 680	2 066 716	3,2	+ 12,8
Outre-mer, droit social national**	191 464	229 347	10,6	+ 19,8
France hors COM du Pacifique	2 023 144	2 296 063	3,5	+ 13,5

Source : CNAF, IEDOM (pour St Pierre et Miquelon).

* Population estimée au 1^{er} janvier 2013, cf. tableau n°5, *supra*.

** On rappellera que la politique sociale nationale s'applique (i) en métropole, (ii) dans les cinq DOM (partiellement à Mayotte : RSA mis en place en 2012 à 25 % du niveau national ; 37,5 % en 2013 ; 50 % en 2014), (iii) dans les COM de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et (iv) indirectement dans la COM de Saint-Pierre et Miquelon (DOM entre 1976 et 1985), soit 99,2 % de la population française (65,81 millions hab. sur 66,35 millions en 2013) et 2,15 millions de personnes outre-mer. Les autres COM et la Nouvelle-Calédonie disposent d'une politique sociale déterminée localement, et moins généreuse (pas de minima sociaux, mais l'équivalent de la CMU depuis 1995 en Polynésie française ; pas d'indemnisation du chômage en Polynésie française et à Wallis et Futuna).

*** Mise en place du RSA à Mayotte en mars 2012 (1 127 foyers bénéficiaires à cette date), alors que ce minima social, instauré en Juin 2009 dans l'hexagone, a été étendu dans les quatre DOM « historiques » en Janvier 2011.

10c : CMU, APA et minima sociaux dans les DOM

Au 31 Déc. 2012	Bénéficiaires de la CMU base, 2012	Bénéficiaires de la CMU complémentaire, 2012	Part de la population de 75 ans ou plus bénéficiaire de l'APA, 2012	Bénéficiaires de la CMU-c (en % de la population totale), 2012	Allocataires de l'AAH (pour 100 personnes de 20-64 ans), 2012	Population couverte par le RSA socle, 2012, en % de la population totale	Population couverte par le RSA total, 2012, en % de la population totale
Guadeloupe	72 343	96 888	24,6	24,5	3,6	21,3	23,8
Guyane	55 215	74 399	17,2	31	1,3	22,3	24,4
Martinique	81 441	94 897	24,5	24,3	3,2	18,1	20,4
La Réunion	134 659	292 950	41	34,9	3	25,8	29,5
Mayotte	0	0	0	0	e : 0,3	e : 4,2	4,3
Métropole	1 878 274	3 857 456	20,5	6,2	2,6	4,8	6,6
France, périmètre INSEE*	2 221 931	4 416 590	20,6	6,8	2,6	5,3	7,1
5 DOM	343 657	559 134	e : 30,9*	e : 30*	e : 2,9	e : 22,8	e : 25,8
DCOM / FR entière	15,5 %	12,7 %	-	-	3,2 %**	11,2 %**	9,9 %**

Sources : INSEE (Septembre 2013-Avril 2014), IEDOM pour Mayotte. APA : allocation personnalisée à l'autonomie. CMU : couverture médicale universelle ; CMU-c : couverture médicale universelle complémentaire ; AAH : allocation adultes handicapés. Population couverte : comprend les allocataires (cf. tableau *supra*), mais aussi les conjoints et les personnes à charge. RSA socle : ex-RMI ; RSA total : RSA socle + RSA activité.

* Hors Mayotte ; hors St-Martin, St-Barthélemy et St-Pierre et-Miquelon.

** Source : DREES, Juin 2014.

Rappel : Population des DOM =

- **3,2 % de la population française au sens de l'INSEE en incluant Mayotte (2,1 millions d'habitants sur 65,8 millions début 2013) ;**
- **2,9 % de la population française au sens de l'INSEE hors Mayotte (1,88 million d'habitants sur 65,54 millions début 2013).**

Tableau n°11a : Niveaux comparés des salaires minima dans l'ensemble des Outre-mer

SMIC-SMIG, au 1 ^{er} janvier 2014	Montant horaire brut, en euros	En % du niveau national
Métropole + Saint-Pierre-et-Miquelon (1979) + 4 DOM* (1996)	9,53	100
Nouvelle-Calédonie	7,54	79,1
Polynésie Française	7,41	77,7
Mayotte	7,11	74,6
Wallis et Futuna	4,42	46,4

Sources : INSEE, IEDOM, IEOM.

* Y compris COM de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (communes de la Guadeloupe jusqu'en 2007 ; maintien du droit social national après leur accession au statut de COM en 2007). Y compris COM de Saint-Pierre-et-Miquelon (DOM entre 1976 et 1985). Entre parenthèses, dates d'alignement sur le niveau métropolitain.

Tableau n°11b : Evolution comparée des salaires minima ultramarins par rapport au niveau hexagonal

Evolution SMIG/SMIC horaire, en % du niveau métropolitain, 1984-2014, au 31 décembre	Antilles*- Guyane	La Réunion	Mayotte*	Nouvelle- Calédonie	Polynésie française	Wallis et Futuna
1984	83,4	77,8	17,7	74,5	90,8	34,5
1994	89,4	89,4	38,2	66,6	78,2	49,8
2004	100	100	45,7	71,7	81,5	45,7
2010	100	100	71,4	73,8	81,3	46
2011	100	100	70	75,5	80,6	44,3
2012	100	100	72,7	79,1	78,8	45,4
2013	100	100	73,8	80	78,6	46,9
2014	100	100	74,6	79,1	77,7	46,4

Sources : INSEE pour le SMIC national (métropole + DOM + SPM ; depuis 1996) ; IEDOM-IEOM pour les autres collectivités.

* En 1951, le SMIG représentait 84 % du montant métropolitain aux Antilles-Guyane et 35,9 % à La Réunion (soit la proportion atteinte à Mayotte en 1993). En 1962, le SMIG des DFA atteignait 93,5 % de celui de la métropole, ce pourcentage s'élevant à 70,9 % pour La Réunion. Fait peu connu, en 1965, soit presque vingt ans après la départementalisation, le SMIG des DFA avait rattrapé une première fois le niveau métropolitain, tandis que celui de La Réunion progressait rapidement à 84 % de ce montant. Mais l'écart s'est à nouveau fortement creusé après la signature des accords de Grenelle en 1968, le SMIG métropolitain ayant progressé dans des proportions importantes (+ 40 % entre 1968 et 1969), tandis que l'équivalent dans les DOM était alors plus faiblement revalorisé (+ 16 %). Le SMIG des DFA a alors chuté à 81,6 % du niveau hexagonal (cette proportion ne recommencera à progresser qu'à partir de 1989) ; quant au SMIG réunionnais, il est tombé à 68,9 % du niveau métropolitain à l'issue des accords de Grenelle (il n'atteindra son niveau relatif de 1967...qu'en 1993). En 1992, le SMIC réunionnais rejoint le niveau des DFA. Le 1^{er} janvier 1996, le Président CHIRAC impose à son Gouvernement l'alignement complet du SMIC des DOM sur le SMIC métropolitain.

** Depuis 2007 et les accords signés par le Préfet et les partenaires sociaux pour fixer les paliers d'augmentation du SMIG, Mayotte est engagé dans un processus de rattrapage du SMIG par rapport au Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) national, instauré en 1970. L'accord du 2 février 2007, signé par les partenaires sociaux et le Préfet de Mayotte, est ainsi venu accélérer le processus de rattrapage et a fixé les paliers des augmentations pluriannuelles du SMIG, pour parvenir à 85 % du SMIC net de métropole au 1^{er} juillet 2010. Programmé initialement sur quinze ans, le gouvernement a annoncé à la fin de l'année 2011 sa volonté de ramener le SMIG mensuel net de Mayotte au niveau du SMIC national au 1^{er} janvier 2015. Ainsi, revalorisé à deux reprises au cours de l'année 2012, le SMIG a augmenté de 1,9 % au 1^{er} janvier 2013 pour atteindre 1 176,24 € pour 169 heures de travail (6,96 € horaire). Le 1^{er} janvier 2014, le SMIG mensuel brut est porté à 1 201,59 € pour 169 heures de travail (7,11 € horaire), en augmentation de 2,2 %. Au niveau national, le SMIC mensuel brut pour 151,67 heures de travail s'élève à 1 444,38 €. Le SMIG brut mahorais mensuel représente donc désormais 83,1 % du SMIC national et le SMIG brut horaire représente 74,6 % du niveau national. Le rapprochement est beaucoup plus prononcé pour le salaire net : en effet, le SMIG net mahorais mensuel est de 1 114,07 € pour 1 128,69 € au niveau national, soit 98,7 % du niveau national.

Tableau n°12 : L'apprentissage dans les DOM

Nombre d'apprentis sous tutelle des ministères de l'Education nationale et de l'Agriculture (16-25 ans), 2010-2014	2010	2012	Parmi les 16-25 ans (en %), 2012	Réforme de l'apprentissage : Fraction du produit de la taxe d'apprentissage reversée aux Régions (LFR 2014), en M. € courants
Guadeloupe	1 558	1 465	3,1	25,6
Guyane	368	465	1,2	6,8
Martinique	1 586	1 523	3,5	28,3
La Réunion	3 809	4 126	3,4	41,3
Mayotte	233	211	e : 0,9	0,3
DOM	7 321*	7 579*	e : 3*	102,3
Métropole	392 337	407 061	5,2	1 441,8
France, périmètre INSEE	399 658	414 640	5,1	1 544,1
DOM / France périmètre INSEE	1,8 %	1,8 %	-	6,6 %

Sources : INSEE et PLFR 2014 (Juin 2014), p. 25. IEDOM (Rapport annuel 2013, Juin 2014) pour Mayotte.

* Hors Mayotte.

Tableau n°13a : Evolution comparée des dépenses budgétaires de l'Etat (hors opérateurs)

Dépenses budgétaires 2006-2014, en exécution, en Mds. € courants	DCOM, Crédits de paiement, ensemble des programmes	Dépenses du budget général	DCOM / France, en %
2006	11,86	335,45	3,54
2007	12,71	337,41	3,77
2008	12,91	348,11	3,71
2009	13,66	367,12	3,72
2010	13,56	425,69	3,19
2011	13,63	365,62	3,73
2012	14,05	374,17	3,75
2013	14,21(LFI)	376,67	3,77
2014 (PLF)	14,20	379,9	3,74

Sources :

- Pour les dépenses budgétaires vers l'Outre-mer (budget général) : Documents de Politique Transversale (DPT Outre-mer, annexés aux Projets de Lois de Finances), Etat récapitulatif de l'effort budgétaire et financier consacré aux DCOM, y compris TAAF (22,3 M. € en 2012) et crédits non répartis (153,6 M. € en 2012) : DPT 2014, p. 288 ; DPT 2013, p. 222 ; DPT 2012, p. 213 ; DPT 2011, p. 178 ; DPT 2010, p. 162 ; DPT 2009, p. 114 (DOM) et p. 132 (COM) ; DPT 2007, p. 59 (DOM) et 69 (COM).
- Pour les dépenses nationales (dépenses nettes du budget général, y compris prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne et y compris financements par fonds de concours) : art. 1^{er} des lois de règlement pour les budgets en exécution de 2006 à 2012 : loi n°2007-1147 du 31 juillet 2007 (budget 2006) ; loi n°2008-759 du 1^{er} août 2008 (2007) ; loi n°2009-973 du 10 août 2009 (2008) ; loi n°2010-832 du 22 juillet 2010 (2009) ; loi n°2011-859 du 20 juillet 2011 (2010) ; loi n°2012-926 du 31 juillet 2012 (2011) ; loi n°2013-712 du 5 août 2013 (2012). Pour l'exécution du budget 2013, cf. projet de loi de règlement enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 28 mai 2014, pp. 15 et 49. Pour le budget 2014, cf. Dossier de presse du Gouvernement relatif au PLF 2014, p. 160.

Tableau n°13b : Effort budgétaire de l'Etat ; comparaison des dépenses par habitant

2012	Dépense budgétaire, en M. €	Population, au 31 déc. 2012, en milliers hab.	Dépense par habitant, en €	Métropole base 100
Guadeloupe	2 277,9	405,7	5 615	99,3
St-Martin	40,8	39,3	1 038	18,3
St-Barthélemy	1,8	9,4	191	3,4
Martinique	2 260	386,5	5 847	103,4
Guyane	1 520,3	250,1	6 079	107,5
La Réunion	4 515,1	841	5 369	94,9
Mayotte	713,8	214,7	3 325	58,8
Polynésie Fr.	1 218,3	269	4 529	80,1
N-Calédonie	1 144,8	260	4 403	77,8
Wallis & Futuna	104,1	12,2	8 533	150,8
St-P-Miquelon	79,3	6,1	13 000	229,8
5 DOM	11 287,1	2 098,1	5 380	95,1
6 DCOM	2 589,1	596	4 344	76,8
11 DCOM*	13 876,2	2 695	5 149	91
Métropole	360 118,2	63 659,6	5 657	100

Sources : DPT 2014 pour les crédits de paiement du budget général de l'Etat vers les DCOM. Pour la métropole : cf. loi de règlement du 5 août 2013 (374 170,5 M. € au niveau national, auxquels on déduit les 14 052,3 M. € dévolus aux DCOM).

* Hors TAAF et crédits non répartis : 175,9 M. € en 2012.

Tableau n°14 : Evolution comparée des dépenses fiscales

Dépense fiscale, 2007-2014, en Mds. € courants	DCOM	France entière (métropole + DOM + COM)	DCOM / France*, %
2007	2,70	60,75	4,44
2008	3,03	65,88	4,60
2009	3,26	72,88	4,47
2010	3,19	72,71	4,39
2011	3,43	72,01	4,76
2012	3,87	72,19	5,36
2013	3,91 (LFI)	72,02 (PLR)*	5,43
2014 (PLF)	3,98	80,02	4,97
Evolution, 2007-2014	+ 47,4 %	+ 31,7 %	+ 0,53 pt

Sources :

- Pour les dépenses fiscales de l'Outre-mer : Documents de Politique Transversale (DPT Outre-mer, annexés aux Projets de Lois de Finances) : DPT 2014, p. 318 (données 2012, 2013 et 2014) ; DPT 2013, p. 259 (données 2011) ; DPT 2012, p. 251 (données 2010) ; DPT 2011, p. 207 (données 2009) ; DPT 2010, p. 191 (données 2008) ; pour les données 2007, cf. Assemblée nationale, Commission des finances, Jérôme CAHUZAC, PLF 2009, Rapport n°1198, Annexe n°30, p. 12.
- Pour les dépenses fiscales nationales : Annexe au Projet de loi de finances, Evaluation des voies et moyens, Tome II, Dépenses fiscales. PLF 2014, p. 16 (données 2012, 2013 et 2014), PLF 2013, p. 14 (données 2011), PLF 2012, p. 16 (données 2010), PLF 2011, p. 12 (données 2009), PLF 2010, p. 15 (données 2008), PLF 2009, p. 12 (données 2007).

* Rappel : Population des DCOM / population française totale = 4,06 % en 2013 (2,695 millions hab. sur 66,354 millions).

** Projet de loi de règlement, cité dans *Les Echos*, 16 juin 2014. Les dix dispositifs les plus coûteux sont les suivants (aucun dispositif spécifique à l'Outre-mer ne figure dans cette liste) :

- TVA à 7 % pour les travaux de rénovation : 5,04 Mds. €
- Crédit d'impôt Recherche : 4,05 Mds. €
- Crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile : 3,51 Mds. €
- Abattement de 10 % sur le montant des retraites : 3,43 Mds. €
- TVA à 7 % (10 % depuis le 1^{er} janvier 2014) sur la restauration : 3,11 Mds. €
- Prime pour l'emploi : 2,4 Mds. €
- Exonération des prestations familiales : 1,95 Mds. €
- Taxe réduite sur le gazole : 1,72 Mds. €
- Crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour l'acquisition de l'habitation principale : 1,64 Mds. €
- Exonération ou réduction d'impôt sur l'assurance-vie : 1,64 Mds. €.

Tableau n°15a : La situation du tourisme dans les DCOM

2012-2013	Nombre de touristes 2007 (milliers)	Nombre de touristes 2012 (milliers)	Nombre de touristes 2013 (milliers)	Ratio Touristes/pop, 2012-2013*	Ratio Touristes/superficie 2012-2013	Distance par rapport à la métropole (km)	Estimation du temps de trajet aérien au départ de Paris
Guadeloupe	423,2	395 a	ND	1	243	6 700	8h25
St-Martin	200 (e)	242 (e)	ND	6,1	4 566	6 726	8h45
St-Barth	326,5	321	ND	32,1	15 286	6 500	9h30**
Martinique	626,3	642,1	646,8	1,7	569	6 858	8h30
Guyane	113,4	83 b	ND	0,3	1	7 072	8h40
La Réunion	380,5	446,5	416	0,5	177	9 180	11h10
Mayotte	40,7	45,8	e : 46	0,2	122	8 000	14h10***
Polynésie	218,2	169	164,4	0,6	52	17 100	21h25****
N-Calédonie	103,4	112,2	107,7	0,4	6	16 763	22h40*****
W-Futuna	ND	ND c	ND c	ND	ND	22 000	34h10*****
St-P-M	24,9	17,2	11,7	2,9	71	4 750	13h30*****
Métropole	80 853	83 013	e : 88 000	1,3	150	-	-

Source : IEDOM et IEOM, Rapports annuels, 2008 (Juin 2009), 2012 (Juin 2013) et 2013 (Juin 2014 hors Saint-Martin et Saint-Barth), hors touristes locaux ; INSEE, ISEE et ISPF pour les populations (est. au 1^{er} janvier 2013). Touristes en métropole (arrivées internationales) : Banque mondiale. Distances (principalement : Paris-chef-lieu du territoire) : site du ministère de l'Outre-mer (www.outre-mer.gouv.fr), sauf pour St-Martin, Nouvelle-Calédonie (Wikipédia) et Wallis et Futuna (IEOM). (e) : estimations (près de 2 millions de touristes, croisiéristes compris, pour l'ensemble de l'île selon IEDOM). Pour les temps de trajet, cf. ouvrage de J-C. GAY, L'Outre-mer français, un espace singulier, Ed. Belin Géographie, août 2003, p. 72.

a : 2011 ; b : 2009 ; c : données non disponibles (inférieur à 2 000 touristes par an).

* estimations de la population au 1^{er} janvier 2013, cf. Tableau n°5, *supra*.

** Correspondance à St-Martin

*** Correspondance à St-Denis de La Réunion

**** Vol avec escale (4 h) à Los Angeles

***** Vol avec escale et changement d'appareil à Tokyo

***** Correspondance avec longue attente à Nouméa-Tontouta

***** Correspondance à Montréal

Tableau n°15b : Etablissements et salariés de l'hôtellerie-restauration dans les DOM

Secteur de l'hôtellerie-restauration, 31 décembre 2011	Nombre d'établissements	Etablissements pour 1000 habitants	Nombre de salariés (dont hébergements)	Nombre de salariés pour 1000 habitants
Guadeloupe	3 893	9,6	4 665 (1 878)	11,5
Martinique	2 474	6,3	5 197 (1 920)	13,3
Guyane	926	3,9	1 477 (544)	6,2
La Réunion	3 419	4,1	6 755 (1 839)	8,1
Métropole	300 624	4,7	918 377 (230 132)	14,5
Corse	4 384	13,8	5 349 (2 268)	16,9
PACA	34 260	7	90 566 (27 885)	18,4

Source : INSEE (Octobre 2013)

Tableau n° 16 : Part des énergies renouvelables (ENR) dans les capacités de production ultramarines

Part des ENR dans les capacités de production (puissance installée, 2012)	En % (métropole : 13 %)*
Guyane	53,3
La Réunion	45,8
Guadeloupe	26,2
Nouvelle-Calédonie	24
Polynésie Française	19,4
Mayotte	15,5
Martinique	13,4
Wallis et Futuna	2,9
Saint-Martin	2,7
Saint-Pierre et Miquelon	1,8
Saint-Barthélemy	0,1

Source : Assemblée nationale, Commission des Affaires Economiques, Avis n°1395 (S. LETCHIMY), PLF 2014, 10 octobre 2013, p. 20.

* Les marges de progrès existent pour augmenter la proportion d'énergies renouvelables (ENR) dans les DCOM, alors que la loi « Grenelle 1 » a prévu (cf. art. 56 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009) un taux de 50 % dans les DOM à l'horizon 2020 (30 % à Mayotte ; 22 % dans l'hexagone). Les ENR en général et les énergies marines en particulier peuvent dès lors concourir à la réussite de cet objectif.